

Le Courriel d'information

n°339 – Mardi 11 juin 2002.

DE MOSCOU A BUENOS AIRES

Dans ce numéro

Russie: Le mouvement anti-mondialisation va de l'avant malgré les matraques

Par Ilia Budraitskis, "Le Monde n'est pas une marchandise" Moscou.

Le 28 mai s'ouvrait à Moscou le Sommet Russie-Union européenne. Nous nous sommes préparés à cet évènement plusieurs mois à l'avance. Au



contraire de la venue de Bush, qui avait été précédée d'une intense agitation médiatique, cette rencontre au sommet n'avait presque pas été annoncée par les médias. Or, dans le secret des murs du Kremlin devaient être discutés en club fermé tout un ensemble de questions touchant à la vie de chacun: la privatisation des chemins de fer, l'enterrement des déchets nucléaires européens sur le sol russe, l'adhésion de la Russie à l'OMC et l'incontournable "lutte contre le terrorisme". Pour cette raison, nous avons choisi comme point de mire l'Union européenne, songeant également à éviter les récupérations nationalistes et purement anti-américanistes d'une protestation contre le rapprochement Poutine-Bush.

Sur la base de nos revendications générales (contre l'adhésion de la Russie à l'OMC, contre l'ouverture des frontières russes aux déchets nucléaires étrangers, pour un code du travail progressiste, contre la privatisation des services publics, etc.), nous avons constitué un comité d'organisation ad-hoc dans lequel, outre "Le Monde n'est pas une marchandise" - Moscou, sont entrés des représentants de l'organisation écologiste radicale Gardiens de l'Arc en ciel, du syndicat de gauche Zachtchita truda, de la jeunesse radicale de gauche Résistance socialiste, de l'association Alternatives, d'ATTAC-Voronej, Iaroslavl et Nijni-Novgorod et quelques autres. Après de longues discussions, nous avons choisi d'organiser notre meeting et "street party" sur la place Pouchkine, au centre de Moscou. Comme prévu par la loi, nous avons informé la préfecture du quartier central de Moscou 15 jours auparavant. Pendant ce délai, nous avons distribué 15000 tracts, innondé le métro de 2500 autocollants, organisé des séminaires, des conférences de presse, multiplié les réunions. Les informations étaient concentrées sur un site spécialement ouvert à cet effet (www.mayaction.narod.ru). Le 21 mai, nous recevions l'autorisation officielle pour notre action.

Mais moins d'une journée avant le meeting, la préfecture nous annonçait qu'elle revenait sur sa décision et interdisait désormais le meeting (volte-face de dernière minute interdite par la loi). Les ordres venaient sans doute "d'en haut". Car des troubles avaient accompagné le séjour de Bush à Saint-Pétersbourg. Or Poutine, devant les caméras, présentait la Russie comme un havre de paix pour les rencontres internationales au sommet. Il ne fallait donc pas faire ombre au tableau idyllique. Les "hooligans anti-globalistes" ne passeront pas en Russie, qu'on se le dise! Le 27 mai au soir, une réunion d'urgence du comité d'organisation a été convoquée, où il a été décidé de ne rien annuler et de défendre jusqu'au bout notre droit à exprimer notre opinion. Les médias ont été contactés à ce propos.

Dès le matin du 28, la police gardait la place Pouchkine et des cars d'OMON (les CRS locaux) se tenaient prêts. Vers 15h s'étaient déjà rassemblées plus de 100 personnes (le meeting était officiellement annoncé pour 16h) et nous avons décidé de commencer le meeting. La police est intervenue dès les premières prises de parole pour exiger la dispersion du rassemblement. Après avoir essayé de parlementer, nous avons transformé le meeting en "rencontre des citoyens avec leur député" (puisque le député Oleg Shein, co-président de Zachtchita, acceptait de jouer le jeu). La présence des policiers a fait que l'ambiance est tout de suite montée, les slogans fusaient. Nous avons tenu ainsi plus d'une demi heure. Puis la place a été encerclée par la police, empêchant les autres manifestants de venir nous rejoindre (plus de 200 personnes se pressaient autour de la place). Puis les OMON ont commencé à charger. Observant la consigne de "résistance non-violente", les plus militants se sont accrochés les uns aux autres et se sont couchés au sol. Les OMON ont alors sorti leurs matraques et ont traîné de force les manifestants réfractaires dans un autobus garé à proximité. Au total ont été embarqués 26 personnes, anarchistes, trotskistes, syndicalistes, et simplement des jeunes venus participer au meeting. Et le pire pour nous a alors commencé dans l'autobus. Les coups pleuvaient, les injures fusaient: "reste assis, connard!", "qui est-ce qui ose parler de la Tchétchénie, ici? Je vais te la fermer...", "que des juifs et des petits cons ici, aucun Russe normal! On va vous montrer, ce que c'est, un vrai Russe!". De leurs dialogues par radio, nous avons appris le nom du poste de police où l'on nous transportait et avons transmis le message par portable. A notre arrivée au poste, une foule de militants et de journalistes nous attendaient déjà. Et c'est seulement en voyant l'attroupement que les OMON ont mis fin à leurs sévices. Grâce au soutien des nôtres, les pertes ont été "limitées" à un nez cassé, une commotion cérébrale et quelques côtes cassées. Enfin, sans doute grâce à la solidarité internationale (les faxs de soutien sont arrivés très vite au poste de police), nous avons finalement été libérés les uns après les autres tard dans la nuit.

A l'heure qu'il est, nous ne sommes toujours pas convoqués au tribunal, sans doute les autorités



manquent-elles de pièces appuyant leurs accusations (pour faits de "hooliganisme" à notre encontre. De notre côté, nous avons porté plainte en justice contre les violences des OMON et l'interdiction de dernière minute du meeting.

De notre point de vue, l'action a été couronnée de succès. Tout d'abord parce que, pour la première fois, une mobilisation de ce type en Russie a bénéficié d'un traitement médiatique large et relativement positif. En second lieu, la collaboration entre les différentes organisations dans la lutte nous a rapprochés les uns des autres et permet d'envisager une structuration plus formelle en perspective. La solidarité s'est exprimée sans problème entre les syndicalistes, la jeunesse et les intellectuels du mouvement; entre les militants de différents courants politiques (anarchistes, trotskistes et socio-démocrates). Le régime politique russe se durcit, mais nous acquérons une expérience de lutte et de travail en commun. Nous entendons accentuer notre travail de propagande et d'information sur tout le pays, structurer davantage le mouvement en Russie, et nous intégrer au mouvement anti-mondialisation international. La solidarité internationale vaincra!

Ilia Budraitskis.
Contact pour cet article. Groupe de travail d'ATTAC France sur l'Europe de l'Est et Centrale
groupe-est@attac.org

Déclaration de Gérone - De Rio à Johannesburg

Traduction : Paul Gignac. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

22 mai 2002

Les 18-20 mars 2002, quarante militants progressistes se sont réunis à Gérone en Espagne pour une session de stratégie intitulée : Rio +10 et au-delà; stratégies contre le "verdissage" du commerce mondial.

Le premier sommet de la terre à Rio en 1992 fut une victoire significative des entreprises. Ce fut la première conférence internationale importante sur l'environnement et le développement où le monde des affaires se mobilisa avec succès pour qu'on y aboutisse à certaines conclusions. Bien que les gouvernements aient pris quelques engagements positifs, les firmes et leurs groupes de pression réussirent à contrer bien des exigences qui nuisaient aux intérêts des affaires, y compris toute notion de régulation contraignante des transnationales, en leur substituant leur propre programme "volontaire".

Depuis Rio, la décennie a été marquée par l'influence accrue des entreprises dans le débat international sur le social et l'environnement. Alors que précédemment, les firmes avaient principalement oeuvré par l'intermédiaire des gouvernements nationaux, à Rio, les groupes de pression - en particulier le Business Council for Sustainable Development - se révélèrent une force internationale en soi. Depuis lors, les firmes ont été légitimées en tant que "partie prenante" dont les propositions doivent être prises en compte dans tous les traités importants concernant le social et l'environnement. À mesure que grandissent simplement leur taille et leur puissance, leur habileté à manipuler les résultats politiques pour servir leurs intérêts grandit aussi. La complaisance des gouvernements, ainsi que l'absence d'institutions mondiales efficaces, autorisées et démocratiquement responsables, ont permis aux firmes de manoeuvrer pour s'installer à des postes de décision.

La dernière décennie a été également une période d'intense agitation et de perturbation tandis que le programme de mondialisation porté par le milieu des affaires gagnait du terrain. Les firmes et les groupes de pression, assistés par des gouvernements néo-libéraux, ont travaillé énergiquement à accroître la dérégulation, la commercialisation et la privatisation de tous les secteurs de l'activité économique et des moyens d'existence. Par l'intermédiaire de leur domination des institutions mondiales et des processus de décision, ils ont effectué d'énormes avancées dans la réalisation de leur programme de mondialisation, tout en sapant simultanément les possibilités de résoudre démocratiquement les problèmes.

Le "verdissage" du commerce mondial

En raison de la pression du public, certaines sociétés ont effectué des changements dans le sens d'une durabilité du social et de l'environnement. Elles sont maintenant plus à même d'admettre qu'elles affectent les collectivités et l'environnement; quelques décisions positives ont été prises pour y remédier. Cependant, il y a des limites à de tels changements. Les sociétés s'emploient à souligner leurs "meilleure conduite de pratique" en tant qu'exemples de conscience environnementale et sociale. Néanmoins, l'essentiel des pratiques des affaires de secteurs



importants demeure totalement indéfendable et les changements les plus profonds n'ont pas lieu.

Il en résulte que la plupart de ce qui peut être perçu comme un environnementalisme d'entreprise confine au "verdissage", c'est-à-dire à une tentative pour présenter l'apparence du bien social et environnemental sans fournir les garanties correspondantes. Un tel "verdissage" est habilement utilisé pour manipuler le public et sa perception des entreprises, diminuant ainsi la pression populaire qui imposerait des régulations contraignantes. Par les moyens de l'image de marque, de la philanthropie d'entreprise, de partenariats vedettisés avec des ONG et des gouvernements, et avec des projets isolés mais fortement publicisés avec l'estampille de "pratique exemplaire", les firmes s'efforcent à tout moment d'améliorer leur image. Le tout afin d'éviter de réels changements concernant l'essentiel de leurs pratiques d'entreprise, changements pourtant exigés d'elles par la société civile. En se créant une image affable tout en dominant les forums internationaux, le milieu des affaires a exercé un droit de véto virtuel sur de nombreux projets qui cherchaient à leur imposer des obligations ou à les forcer à se soumettre aux normes sociales et environnementales de base. Si un changement doit avoir lieu, les firmes le veulent à leur rythme et selon la direction qu'elles ont choisie.

Manipuler l'assentiment

L'engagement d'entreprise sur les questions environnementale et sociale, en particulier durant la période précédant le Sommet mondial pour un développement durable - SMDD (World Summit on Sustainable Development - WSSD) est beaucoup plus qu'une projection d'image - il est plus exact de le caractériser comme un exercice de "verdissage en profondeur" ou de "manipulation d'assentiment".

Les firmes usent de stratégies de plus en plus pointues pour influencer les débats et les résultats politiques. Aidées et soutenues par l'Industrie des relations publiques, elles sont en train de passer d'une stratégie de défense de leur réputation à la promotion de la mondialisation commerciale, y compris contre la pression publique, pour obtenir un changement social du système.

Reconnaissant leur propre crise de légitimité, et dans leur perspective qu'elles sont de puissantes personnes morales capables de générer des profits, les firmes se tournent de plus en plus vers le secteur des ONG pour trouver une crédibilité bien nécessaire. Grâce à leurs vastes ressources financières et à leurs stratégies de charme, beaucoup de "partenariats" se sont concrétisés entre des ONG très en vue et des firmes.

Ailleurs, des entreprises ont cherché à "dialoguer" avec des ONG de façon à être perçues comme se tenant à l'écoute des critiques - ce qui les faisait bénéficier d'une amélioration d'image. Ces "dialogues" et ces "partenariats" peuvent également devenir des instruments subtils pour infiltrer les ONG critiques. Ainsi, certaines des divisions politiques qui intervinrent entre des ONG durant la période précédant le Sommet mondial pour un développement durable (SMDD) peuvent être directement attribuées à des stratégies du "diviser pour régner" utilisées par des entreprises.

Du « verdissage » au « bleuissage » (1)

En tant qu'Institution principale de décisions mondiales sur les problèmes concernant l'environnement, le social et les droits de la personne, les Nations Unies ont particulièrement été dans la ligne de mire des firmes et des groupes de pression qui cherchaient à gagner en influence politique plus directe et à améliorer leur image.

La direction de l'ONU a malheureusement facilité cette tendance en faisant, sans aucun esprit critique, participer les entreprises à des traités tels que le "Global Compact" un accord volontaire avec des firmes, lequel ne peut être ni contrôlé ni imposé. En dépit d'une absence complète de vérification indépendante des assertions des compagnies, le "Global Compact" est utilisé pour démontrer que celles-ci ont le sens des responsabilités et que, par conséquent, il n'est nul besoin de les forcer à se conformer aux normes fondamentales du social et de l'environnement. Un résultat du "Global Compact" c'est que d'autres appels émanant de l'intérieur du système onusien sont étouffés. Son approbation par quelques ONG l'a légitimé encore davantage tout en sapant le développement d'initiatives plus efficaces.

Privatisation du développement durable

Les effets de l'Influence des entreprises sur l'ONU sont clairs dans le processus préparatoire du sommet de Johannesburg, lequel montre un fort parti pris néo-libéral. Ainsi, dans les notes du président, de nombreuses références au



attac

"Programme de développement de Doha" occultent le fait que le système de l'OMC subordonne explicitement les personnes et l'environnement à des considérations commerciales.

L'insistance sur des résultats dits de "Type II", tels que des partenariats entre monde des affaires, gouvernements ou ONG, privatise, en fait, l'application des engagements de Rio pris par les gouvernements il y a 10 ans et donne une ultime approbation aux groupes de pression du commerce et à leurs projets de "meilleures conduites de pratique". Le parti pris en faveur des engagements de "Type II" reflète également l'absence de volonté politique de négocier des solutions efficaces et légalement contraignantes aux problèmes mondiaux les plus pressants concernant le social et l'environnement.

Circonvenir le principe d'obligation, pour une firme, de rendre des comptes

Pour tenter de prévenir les mouvements en direction de réglementations contraignantes, les entreprises manipulent habilement le débat sur "l'obligation, pour une firme, de rendre des comptes" de manière à ce que ce débat ait lieu à partir des plus étroites définitions. Les normes régissant le compte rendu volontaire de la firme, telles que celles du Global Reporting Initiative", sont mises en vedette et abusivement présentées comme une réponse aux exigences de la société civile concernant l'obligation d'une firme à rendre des comptes.

Des groupes du monde des affaires tels que Business Action for Sustainable Development (BASD) s'emploie activement à redéfinir le vocabulaire de réglementation des firmes pour qu'il vienne à signifier : réglementation bienveillante envers l'entreprise, avec des termes comme "solutions" aux problèmes fondées sur le marché et droits de propriété intellectuelle pour les entreprises.

De même que d'autres groupes de pression comme World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), International Chamber of Commerce (ICC) et Mining, Minerals and Sustainable Development (MMSD), BASD travaille fermement pour aboutir à ce que les solutions du SMDD soient technocratiques et volontaires. En engageant des "dialogues" avec les critiques, en utilisant dans leur rhétorique le vocabulaire critique des ONG mêmes (tel que "obligation pour une firme de rendre des comptes"), en publiant de beaux rapports sur papier glacé et en soulignant des exemples isolés de bonne "citoyenneté d'entreprise", BASD réussit à brouiller les frontières entre monde des affaires et ONG, et à détourner les pressions provoqueraient des changements fondamentaux. L'assentiment troublant et l'opportunisme de certaines ONG au processus préparatoire n'ont fait que contribuer au problème en fermant l'espace politique qui aurait permis d'assumer davantage de positions critiques sur les entreprises.

Privatiser la nature

Des accords et des initiatives spécifiques sur le changement de climat, sur la biosécurité et sur l'eau sont salués commes des réussites du processus de Rio. La réalité est que, dans presque chacun des secteurs où un accord de Rio a été conclu ou est en négociation, un profond parti pris en faveur du néo-libéralisme et de l'entreprise apparaît. Par le processus de Rio, les firmes travaillent à ce que la nature même s'ouvre à la marchandisation et à la privatisation l'air, l'eau et le matériel génétique qui fait la vie sont transformés en articles commercialisables.

Dans le cas de l'atmosphère, le protocole de Kyoto est encombré de prétendues "solutions fondées sur le marché" qui vont non seulement saper l'intégrité environnementale limitée du protocole lui-même mais, également, renforcer le pouvoir des entreprises par l'intermédiaire d'un nouveau marché en crédits d'atmosphère. La biotechnologie sert de racolage en étant présentée comme la solution aux problèmes mondiaux de nourriture et de santé; elle est promue activement par les agences de l'ONU, malgré la préoccupation croissante du public, une absence d'expérimentation rigoureuse et de règles d'étiquetage et de responsabilité. Le secteur de l'eau est menacé par un effort subtil de la part des multinationales pour recadrer le débat sur les réserves en eau, faisant ainsi passer un droit fondamental de la personne pour un produit économique, ce qui prépare la voie à l'augmentation de la privatisation des ressources mondiales en eau. Partout, les intérêts du monde des affaires sont élevés au rang d'une loi tandis que les considérations de bien-être social et environnemental sont écartées avec de belles paroles.

Appel à un contrôle démocratique de l'économie

Le sommet Rio + 10 nous offre à tous une possibilité de déterminer et d'évaluer les dix dernières années de mondialisation dirigée par le monde des affaires et d'en changer le cours.



Dans le climat de dérégulation croissante de l'économie mondiale, il est évident qu'une réglementation internationalement contraignante et légalement applicable des entreprises est impérative en tant que premier pas pour assurer le contrôle démocratique de l'économie.

La décision du rythme et de la direction du changement ne doit pas être laissée aux entreprises. L'influence obstructive des firmes et de leurs groupes de pression doit être éliminée.

Les principes fondamentaux de la démocratie participative et de la souveraineté de la collectivité devrait rester au coeur de tous les processus et structures de décisions internationales.

C'est à cette fin que nous nous engageons à mobiliser contre la captation du SMDD par le monde des affaires et à augmenter le contrôle démocratique de nos économies mondiale, nationales et locales.

Signé par :

American Association of Jurists, États-Unis - ASEED Europe - CEE Bankwatch Network (Central and Eastern Europe) - Censat Agua Via, Colombie - Centre for Environmental Information & Education, Bulgarie - CETIM, Suisse - Citizens' Environmental Movement, Pologne - Coordination Against Bayer-Dangers, Allemagne - Corporate Europe Observatory (CEO) - Corporate Watch, Royaume Uni - CorpWatch, États-Unis - Critical Shareholders, Danemark - Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN) - DiFAIRsity, Belgique - Ecologistas en Ación, Espagne - Finnish ECA Campaign - Grassroots Globalization Network, États-Unis - Green Liberty, Lettonie - GroundWork, Afrique du Sud - Housing and Land Rights Network - Habitat International Coalition - IBON Foundation Inc., Philippines - Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), États-Unis - Institute for Economic Relocalisation, France - Institute of Political Economy, Philippines - Integrated Rural Development Foundation (IRDF), Philippines - L'observatoire des transnationales, France - Organic ConsumersAssociation, États-Unis - Platform, Royaume Uni - REDES - Friends of the Earth Uruguay - Transnational Institute - Third World Network - WAHLI (Friends of the Earth), Indonesie - World Development Movement, Royaume Uni

(1) Bleu : couleur de l'ONU [NdTAt]

Conclusions du Sommet Social Transatlantique de Madrid du 13 au 19 mai 2002

Traduction : Estelle Lantin. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

1 1.- Au début du siècle, en Amérique latine, il y avait beaucoup d'injustices, de pauvreté et d'inégalités, et ses habitants étaient très éloignés de la démocratie et de la citoyenneté. Les régimes néolibéraux ont accru ces caractéristiques et aggravé la détresse sociale.

2.- L'implantation de ces régimes a été très souvent précédée par l'action des dictatures terroristes, seule et unique réponse des classes dirigeantes aux aspirations de changement et de justice sociale du peuple et à la préparation d'une société de ressortissants de l'Etat.

3.- Cette réaction a été soutenue et bien souvent menée par les agences des Etats-Unis. Actuellement, cet interventionnisme se situe dans le contexte global de la guerre au terrorisme déclarée par le président Bush, sous le prétexte du 11 septembre, et appuyée par les pays européens.

4.- Le Plan Colombie, le coup d'Etat au Venezuela, le nombre toujours croissant de disparus et les actions des groupes paramilitaires font partie de ce contexte. Est considéré comme terroriste celui qui conteste l'ordre impérial (sans-terres, grévistes, indigènes, etc.).

5.- Le poids de la dette frauduleuse contractée par les gouvernements corrompus et des diverses dictatures hypothèque l'avenir de plusieurs générations latino-américaines et réduit la possibilité d'une politique de redistribution et de justice sociale.

6.- Lors de ce sommet, l'Union européenne n'a pas été en mesure de proposer une alternative juste de relations économiques et commerciales avec l'Amérique latine. Elle nie la réalité quand elle bénit “ les progrès effectués dans le domaine de la démocratie ” et ignore la souffrance sociale dénoncée. Elle propose de fausses solutions grâce à des accords bilatéraux et préférentiels, et elle entre en compétition avec les Etats-Unis pour l'hégémonie des marchés de l'offre (en particulier les services publics, l'eau, l'énergie, etc.) et de la demande (automobiles, communications, etc.).Le mouvement syndical européen doit avoir pour



mission d'éviter que cet ordre injuste soit consommé.

7.- Une bonne partie du patrimoine écologique mondial, dont les peuples d'Amérique latine sont les dépositaires, se trouve menacé de destruction irréversible à cause de la privatisation par des licences.

8.- A tout cela s'ajoute la destruction de l'agriculture traditionnelle et sa substitution par l'agriculture intensive, orientée vers l'export et de plus en plus dominée par l'agro-business.

9.- L'Identité citoyenne est mise de côté et on veut lui substituer la condition des ressortissants impériaux et le modèle du consommateur-client. La crise permanente de l'Etat social et démocratique de droite et de ses fonctions les plus caractéristiques contribuent à accélérer le processus de décomposition social, le déracinement culturel, la perte de valeurs communes et la délinquance, qui servent de justificatif à la répression et à la criminalisation.

10.- Les divers mouvements de résistance entament un singulier processus de refondation des sociétés latino-américaines grâce à la participation directe des secteurs traditionnellement exclus de l'action politique.

11.- Face à la barbarie quotidienne de la civilisation capitaliste, de nouvelles formes de sociabilité voient le jour en Amérique latine pour faire face à tous les problèmes, en partant des plus élémentaires (alimentation, troc complexe). Le droit de rébellion, proclamé au XVIe siècle par les citoyens espagnols et repris dans le droit international en vigueur, est la forme d'expression de cette nouvelle sociabilité. Et dans ce droit de rébellion réside une dynamique positive de l'évolution historique face à la négativité et à la destruction du tissu social par la civilisation capitaliste.

13.- La mondialisation n'est pas un phénomène inévitable. C'est un procédé dérivé d'une offensive commencée dans les années soixante-dix par les Etats-Unis et d'autres Etats capitalistes contre les droits sociaux et la démocratie, pour contrecarrer les effets menaçants pour leur hégémonie impériale des luttes populaires dans le monde entier. C'est la marche vers le marché mondial, la conversion du monde et des gens avec tous leurs besoins en marchandises.

14.- Souhaitant arrêter cette machine radicalement inhumaine, en rejetant sa logique interne et, au contraire, en défendant les valeurs que nous croyions ancrées dans notre vie – démocratie, justice, équité –, nous faisons irrémédiablement face au projet néolibéral, destructeur de l'humanité.

UNE AUTRE AMERIQUE EST POSSIBLE, UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE
SOMMET SOCIAL TRANSATLANTIQUE
Mai 2002

Contact pour cet article. Grano de Arena informativo@attac.org

Vers un bloc Amérique Latine-Union Européenne ?

Par Isaac Bigio. Analyste, London School of Economics
Traduction : Nicolas Kitten. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

Le deuxième sommet, entre les 15 pays de l'UE et une trentaine de nations d'Amérique Latine et des Caraïbes, c'est concentré sur deux axes : promouvoir les échanges commerciaux et lutter contre le terrorisme.

Pour l'UE, l'Amérique Latine n'est pas un de ses axes principaux. Alors qu'au sud des USA il y a la région du tiers-monde la plus occidentalisée, la moins convulsive et la plus adaptée aux systèmes des démocraties libérales, l'Amérique Latine a une participation relativement marginale dans le commerce et la production mondiale.

Pour l'Amérique Latine, l'UE est fondamentale. Pour les pays du cône sur, c'est le principal partenaire commercial et pour la majeure partie du reste, c'est le deuxième derrière les USA. L'UE est celui qui fait le plus d'investissements non militaires et d'assistance en Amérique Latine.

En essayant d'approcher l'UE, les pays latino-américains cherchent de nouveaux marchés pour leurs produits d'exportation ainsi qu'un contre-poids au dominion croissant de l'unique super-puissance persistante. Si bien sûr les pays d'Amérique latine et caraïbe sont engagés dans le projet de l'ALCA et siège à l'OEA derrière l'Amérique du Nord, il y a une série de points sur lesquels il y a des différents avec Washington. Les pays latino-américains et l'UE peuvent faire des déclarations en faveur d'une nouvelle relation avec Cuba, du respect des accords environnementaux de Kyoto, du développement d'un tribunal pénal international et d'autres



points qui n'ont pas le total accord de la Maison Blanche.

L'Amérique latine et caraïbe et peut-être la région du tiers-monde qui connaît le moins de violence politique. Des insurrections armées opèrent au Mexique, au Pérou et en Colombie. Dans le premier cas, le zapatisme ne cherche pas à renverser le pouvoir mais à imposer un dialogue. Dans le second, la subversion a été bien sonnée. Dans le cas colombien, le processus de paix est resté tronqué mais il laisse ouverte une possibilité pour parvenir à un accord avec l'ELN et peut-être même avec les FARC.

Lors du premier sommet de Rio l'on n'a pas parlé du terrorisme et lors du sommet ibéro-américain de Lima (novembre 2001) l'on n'a désigné aucun groupe terroriste en Amériques. Participer à la campagne anti-terrorisme a été vu par certains comme une tentative d'esquiver les problèmes plus primordiaux : l'inégalité dans les échanges et la pauvreté. Les tentatives des présidents Aznar et Pastrana de transformer les FARC en terroristes préparent les conditions pour une escalade de la guerre interne à ce pays qui pourrait éventuellement engendrer une répétition de la violence afghane et balkanique en pleine Amérique du sud.

Le principal obstacle à une meilleure intégration entre les deux continents, c'est le protectionnisme européen sur sa production agricole. Tandis que l' Europe demande à l'Amérique latine d'ouvrir plus son marché intérieur, l'UE restreint les visas pour l'accès des latino-américains aux pays qui maintiennent des droits de douane élevés sur les produits agricoles entraînant de lourdes pertes pour les exportateurs du tiers-monde.

Le Chili et le Mexique sont ceux qui sont allés le plus loin vars un accord de libre échange avec l'UE.

La tentative d'obtenir un accord stratégique Amérique Latine-Union Européenne a pour objectif de permettre que les deux régions accroissent leurs échanges commerciaux et en même temps de trouver des marges d' autonomie à leur allié commun américain.

Le grand artisan de ces accords est l'Espagne qui est le deuxième investisseur étranger dans ce qui furent ses colonies américaines et qui aspire à avoir sa propre version du Commonwealth britannique, la Communauté lusitanophone ou la Francophonie qu'ont d'autres membres de l'UE.

Le chef de l'opposition espagnole a caractérisé la politique d'Aznar au sommet comme visant à faire un néo-colonialisme. Des milliers de manifestants et un contre-sommet du Forum Social Transatlantique c'est réuni à Madrid pour protester contre ce qu'ils voient comme une tentative pour créer plus de violence et d'oppression dans le nouveau monde.

Les possibilités que l'Amérique Latine fasse son propre bloc économique et politique son minime tant elle est divisée en divers pactes sub-régionaux et tant les USA comme l'UE cherchent à intégrer cela dans des coopérations économiques majeures avec les puissances industrialisées.

Pour la majeure partie des gouvernements participants, le sommet sera un succès total puisqu'il aura aidé à la coordination bi-continentale pour améliorer le commerce et faire front au terrorisme.

Isaac Bigio
Contacct pour cet article. Coordination latino-américaine d'information echla@attac.org

Brèves d'OMC

Par le groupe de travail de Marseille sur les traités internationaux

A- Au Comité préparatoire au Sommet mondial sur le Développement durable de Johannesburg, (26/07-4/8)

FoE Int. demande la suppression de toute référence à la libéralisation du commerce :

Le projet de texte du Comité préparatoire rappelle les engagements pris durant la IVe Conférence Ministérielle de Doha portant en particulier sur une amélioration de l'accès au marché pour les PED et la nécessité d'obtenir une assistance technique. La Section V contient des références au principe de précaution tel que fixé par la Déclaration de Rio à la condition qu'il ne soit pas détourné pour restreindre les exportations des PED.

Friends of the Earth (FoE) Int.a rappelé ses craintes déjà exprimées que le développement durable soit soumis à la libéralisation du commerce. Elle a lancé un appel pour que toute référence au mandat de Doha soit écartée du texte et exigé une étude cohérente sur l'impact



de la libéralisation du commerce, accompagné de réformes basées sur cette analyse, avant de continuer sur la voie d'une libéralisation renforcée.

De son coté, WWF, sur le rapport Commerce et Investissement, demande à ce que les gouvernements reconnaissent que "la libéralisation globale de l'économie est un processus dirigé et contrôlé par les gouvernements nationaux", devant contribuer au bien-être environnemental et social. Elle demande en particulier que les gouvernements conduisent des évaluations des accords commerciaux du point de vue de la soutenabilité au niveau national, qu'ils éliminent les subventions nuisibles sur le plan environnemental et social et qu'ils évaluent l'impact des flux d'investissement de l'étranger sur le développement durable. Rapports sur ces activités devraient être présentés à la Ve Conférence Ministérielle de Cancun en 2003.

Concernant le rapport juridictionnel entre les accords environnementaux multilatéraux (AME) et l'OMC, WWF, en plus des travaux en cours à ce sujet devant l'OMC, WWF appelle à ce que le mécanisme de règlement des différends, d'observation et d'entrée en vigueur des ces AME soient renforcés et que les mesures prises les concernant soient réputés compatibles avec les règles de l'OMC. Elle aimerait de plus voir élaborer une étude du rôle du Secrétariat de l'OMC dans la promotion indépendante de la libéralisation à présenter à la Conférence de Cancun. Malgré les appels répétés des organisations de la société civile pour que le Sommet de Johannesburg réaffirme l'autorité et l'autonomie des AME et soient sans ambiguïté sur le fait que "les objectifs, les principes et les dispositions des AME ne soient pas subordonnés aux règles de l'OMC", on n'y trouve aucune référence dans le texte du Comité préparatoire.

Au Conseil de l'Adpics (17 Mai) les USA continuent de s'opposer à ce qu'on accorde le statut d'observateur au Secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB).
Ils estiment que la Convention n'a pas grand intérêt dans les sujets traités par l'Adpics (Accord sur la propriété Intellectuelle). L'UE, le Pérou, le Brésil et l'Inde, estiment au contraire que le Secrétariat de la CBD devrait prendre place comme observateur, étant donné que le mandat de Doha demande explicitement au Conseil de l'Adpics de se pencher sur les relations entre Adpics et CDB. Le Chili et la Hongrie ont proposé une solution "diplomatique" en suggérant d'accorder au Secrétariat de la CBD le statut "d'invité" plutôt que celui d'observateur.

B- L'Inde va produire des anti-viraux pour les malades du sida du Kenya :

Trois labo. pharmaceutiques indiens s'apprêtent à produire des anti-viraux bon marché pour les malades du Kenya atteints du sida. Le Haut-Commissaire indien en visite au Kenya a déclaré que les deux pays sont dans une situation semblable par rapport aux effets économiques négatifs dus à la pandémie du sida. 1,2 Millions de Kenyans sont morts de cette maladie. Faute d'accès au soins, la plupart sont décédés dans les deux ans après qu'ils aient été diagnostiqués positifs.

C- 3e rencontre du Comité Intergouvernemental sur le protocole de Carthagène portant sur la Bio sécurité

Cette rencontre (22-26 Avril 2002) n'a pas connu de grands avancées par rapport aux précédentes. Un grand nombre de participants pensent que les décisions essentielles à la résolution des problèmes ne pourront être obtenues que lors de la Conférence des Parties qui se tiendra une fois le Protocole entré en vigueur (à savoir après qu'il ait été ratifié par 50 Etats partie). Le protocole devrait être ratifié en priorité par les PED et les pays européens, qui en sont les plus chauds partisans. A ce jour on compte 17 ratifications.

D- La nouvelle politique US de subventions à l'agriculture "n'est pas pour les agriculteurs européens ni sud-américains, c'est pour les nôtres" (Tom Harkin, Président du Comité de l'Agriculture du Sénat)

L'Argentine et le Brésil, membres du Mercure, considèrent cette loi comme un défi à l'OMC. Le soja, le coton et les céréales US devraient être offerts à des prix inférieurs à ceux ayant cours sur les marchés internationaux. Ces deux pays, selon des rapports privés et publics vont subir une perte cumulée de 3.9 Mds $ par an due à la baisse des exportations notamment du soja. "Les USA prêchent pour le libre-échange mais sont les protectionnistes les plus écoeurants".

Le Brésil va déposer une demande auprès de l'ORD (Organe de Règlement des Différends de l'OMC) concernant les subventions US sur les récoltes de soja, (les USA en étant le principal producteur mondial devant le Brésil, l'Argentine et le Paraguay.) Et pendant que ce dernier pays parlait de "grand pas en arrière" par rapport



aux objectifs affichés par l'OMC, de hauts responsables agricoles de l'Uruguay accusaient Washington de "tenir deux discours différents" dans les rencontres internationales.

De son coté la Banque Mondiale, qui s'est faite l'avocat constant de la réduction des subventions agricoles dans les pays de l'OCDE, a qualifié le vote du 13 Mai de "triste jour pour les agriculteurs du monde entier". Selon ses sources, les exportateurs de coton d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale pour ne pas parler que d'eux auraient pu voir leurs revenus s'améliorer de 250 Millions $ par an si les USA s'arrêtaient de subventionner leur production locale.

L'Australie est en train d'examiner la nouvelle loi afin d'établir si elle peut être autorisée selon les règlements internationaux. L'UE a l'intention de la contester devant l'OMC.

Aux USA même, le Sénateur (Républicain) Ch.Grassley a déclaré " je ne crois qu'il existe un moyen plus efficace pour détruire tout ce que pour quoi nous avons œuvré et tout ce que nous espérions accomplir durant les négociations de ces 3 prochaines années que de voter cette loi que nous savons être en mesure de briser nos obligations devant l'OMC"

Les conséquences en Amérique latine des nouveaux subsides au secteur agroalimentaire des Etats-unis

Par Carlos Montero
Traduction. Christine Estavoyer. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

Les 100 000 millions de dollars, sur 10 ans, accordés au secteur agroalimentaire aux Etats-unis vont provoquer une baisse artificielle des prix internationaux des matières premières, réduire les importations de biens latinoaméricains du secteur primaire, et rendront plus compétitifs les produits industriels des Etats-unis, dont les entreprises auront ainsi des facteurs de production au coût moins élevé.

C'est ce panorama qu'auront à affronter les agriculteurs d'Amérique latine dès la promulgation le lundi 13 mai par Georges W Bush de la loi agricole votée cinq ans auparavant par le Congrès, connue sous le nom d'"Acte de sécurité fermière et d'investissement rural 2002", qui augmentera jusqu'à 80 %, au cours des 6 prochaines années, les aides consenties (au lieu de les diminuer).

Le président argentin, Eduardo Duhalde, a critiqué dans La Nacion le programme de subsides agricoles de Washington DC "car les Etats-unis prêchent le libre-échange mais seulement quand ça les arrange, et ensuite ils se transforment en protectionistes obscènes".

L'ingénieur agronome argentin Carlos Tallone, directeur de la société de conseil PTA (Passerieu, Tallone y Asociados), considère que nous sommes à l'aube d'une offensive stratégique continentale en matière de production.

L'Union Europeenne (UE) pense que les Etats-unis, avec ses nouveaux subsides, ne sont plus crédibles comme entité poussant à la réduction des distorsions de la réforme du secteur agro – qu'ils assurent par ailleurs vouloir obtenir au niveau mondial, selon un message interne à ses ambassadeurs en Amérique Latine auquel Radio Nederland a eu accès.

Les Etats-unis "emmènent les fermiers sur une voie de production très "faussée" ajoute le mémo affiché à Bruxelles en évoquant les "subsides massifs aux agriculteurs des Etats-unis, entre 15 et 20 000 millions de dollars par an pendant dix ans".

L'étroite possibilité de négociation promise lors de la dernière conférence de l'OMC est le seul espoir des 18 pays exportateurs de biens du secteur primaire du groupe de Cairn. Car les subsides agricoles mondiaux multiplient par six les 50 000 millions de dollars que les pays industrialiés destinent aux pays sous-développés.

L'ambassadrice de l'UE en Uruguay, Stella Zervoudaki, estime que c'est une marche arrière par rapport aux perspectives ouvertes par l'OMC en novembre 2001 à Doha, au Qatar. L'aide à chaque fermier à temps complet atteint 20 000 dollars par an pour les agriculteurs des Etats-unis et 14 000 pour ceux de la CE. Le producteur de soja paraguayen, Luis Enrique Cubilla, assesseur technique de la Chambre des céréales et oléagineux, raconte qu'il a reçu cette nouvelle comme une douche froide, alors qu'il participait à un séminaire où se trouvaient justement des techniciens du gouvernement des Etats-unis cherchant à le convaincre d'augmenter sa productivité avec le transgénique.

Vagues d'immigration vers les villes, augmentation de l'urbanisation, chômage massif



et augmentation de la pauvreté, tel est le pronostic d'Oxfam Amérique, institution qui défend l'accès des pays pauvres aux marchés des pays riches. Cette ONG s'est horrifiée que "pour les agriculteurs pauvres dans les pays en voie de développement cela signifie que les produits importés seront beaucoup moins chers que ceux qu'ils peuvent produire et les petits agriculteurs resteront hors du système commercial".

Le directeur du centre d'analyse économique du Ministère de l'Economie du Guatémala, Enrique Betancour, a expliqué que l'impact serait sans commune mesure entre les Etats-unis où le secteur agro représente 13 % de son PIB et le Guatemala pour lequel il constitue 75 %.

Une forte appréhension qui est partagée par le Président de la fédération nationale paysanne du Paraguay, Odilon Espinola, car dans son pays le soja dépasse la moitié des exportations et le secteur du coton occupe 130 000 personnes, lesquelles perdront tout moyen de subsistance si la perte de marché continue.

Bien que d'origine et de profession différente, l'ambassadrice européenne en Uruguay s accorde sur le pronostic négatif du dirigeant paysan paraguayen. Les statistiques d'Eurostat indiquent que l'Europe importe pour 35 500 millions de dollars chaque année de produits alimentaires des pays en voie de développement contre 20 800 pour les Etats-unis. Au titre des exportations en biens du secteur primaire vers les PVD, les Etats-unis atteignent 24 800 millions par an, contre en moyenne 16 000 pour la CE. Le Congrès des Etats-unis a voté de pouvoir débloquer plus de 73 000 millions de dollars jusqu'en 2007 en subventions publiques directes aux agriculteurs, juste au moment où les Etats-unis venaient de passer au 3ème rang de la production mondiale du soja derrière le Brésil et l'Argentine. L'ingénieur Carlos Tallone essaie de chiffrer les conséquences car l'Argentine exporte 70 % de sa production de grains...

Le Chili maintient son commerce avec les Etats-unis, son principal partenaire commercial, à 7 000 millions de dollars, et espère signer un traité avant la fin de l'année. Et même si aux dires de Georges W Bush la loi agricole "est généreuse et offre un filet de sécurité aux agriculteurs sans encourager la surproduction ou une baisse des prix", les exportateurs chiliens anticipent un impact d'environ 1 500 millions de dollars. Osvaldo Rosales, chargé de négocier l'accord avec les Etats-unis, a de son côté répondu que cela constituait "un très mauvais signal de la part de ceux qui aspirent à prendre la tête d'un processus mondial de libération commerciale".

Luis Enrique Cubilla, de la chambre du soja du Paraguay, s'exprime dans les mêmes termes et prévoit des pertes non seulement en prix mais aussi en captation de capitaux. Odilón Espínola, leader paysan paraguayen, à la tête d'une marche paysanne jusque devant le Congrès et le palais présidentiel, s'est concentré sur la perte de compétitivité que cela signifiait. Le Brésil estime ses pertes à 2 500 millions de dollars, et se tate, par peur des représailles, pour déposer devant l'OMC une plainte contre les Etats-unis pour subsides au soja, ainsi qu une contre la CE pour subsides au sucre. Son gouvernement a averti qu'il pourrait opter pour des "accords bilatéraux et multilatéraux avec d'autres pays latino américains" plutôt que pour l'Aire de libre échange de l'Amérique de 2005.

Le président Fernando Henrique Cardoso a critiqué "l'incompétence de certains, surtout dans le domaine agricole, qui prévaut sur les interêts du plus grand nombre". Pour ce qui concerne l'Uruguay, qui commence des tractations avec les Etats-unis en vue d un accord bilatéral, en dépit de ses associés du Mercosur, le président Jorge Batlle a relativisé l'impact en affirmant que les nord américains s'alignaient ainsi avec les subsides européens. Mais la délégation de l'UE commence déjà à faire la liste des produits du secteur primaire et agro d'Uruguay qui rencontreront des problèmes.

Le gouvernement de Vicente Fox considère que ce paquet gêne fort "intempestivement les intérêts du Mexique", tandis que le gouvernement colombien a appelé à un "front commun" pour désarmer ses subsides, dans le cadre de la Communauté andine des nations, dont le président temporaire, le premier mandataire de Bolivie, Jorge Quiroga, a demandé une "ouverture des marchés des pays développés".

Le ministre brésilien de l'Agriculture, Marcus Vinicius Pratini de Moraes, a été au-delà de ses pairs en annonçant que les nouveaux subsides du gouvernement des Etats-unis à l'agro déviabilisent les négociations de l'Alca et compromettent celles de l'OMC.

La phrase a servi d'avertissement, au moment où les gouvernements de toute l'Amérique latine et des Caraïbes arrivaient à Madrid pour avancer sur les pactes interrégionaux avec l'UE.



L'accélération des accords commerciaux entre Amérique latine et Europe, qui en parallèle entrave les tractations commerciales des panaméricains avec les Etats-unis (dont le président n'a pas obtenu l'autorité de promotion commerciale pour négocier les mains libres), pourrait constituer le premier résultat du lot de subsides annoncé par Bush, et marqueront les relations hémisphériques des prochaines années.

Pour Radio Nederland, d'après LA SINTESIS MERCOSUR, Carlos Montero
http://www.rnw.nl/informarn/html/act020516_subsidios.html

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 11
AUSTRIA : Wien – Graz
DANMARK: Hovedbanen
FRANCE: Conflans Ste Honorine – La Montagne – Marignier – Paris 14 – Pernes les Fontaines – Strasbourg – Foix – Poitiers – Vitry le François – Nancy – Paris Nord Ouest – Nantes
SUISSE SCHWEIZ : Lausanne

-- Mercredi 12
AUSTRIA : Graz
DANMARK : Albertslund
FRANCE: Rennes – Aix en Provence – Paris Nord Ouest – Paris 19 – Paris 11 – Angers

-- Jeudi 13
AUSTRIA : Wien
DANMARK : Kobenhavn
ESPANA : Barcelona
FRANCE: Pantin – Le Mans – Annecy – Lille – Paris Nord Ouest – Paris 09 10 – Paris 12 – Aubagne - Nimes

-- Vendredi 14
AUSTRIA : Burgenland
FRANCE: Roubaix – Nancy – Montmorillon – Mulhouse – St Quentin

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.